

**RETURN BIDS TO:  
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des  
soumissions - TPSGC**

**11 Laurier St. / 11, rue Laurier  
Place du Portage, Phase III  
Core 0A1 / Noyau 0A1  
Gatineau, Québec K1A 0S5  
Bid Fax: (819) 997-9776**

**REQUEST FOR PROPOSAL  
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government  
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services  
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

**Comments - Commentaires**

<b>Title - Sujet</b> DIESEL ARCTIQUE		
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> F2578-120400/A	<b>Date</b> 2012-04-18	
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> F2578-120400		
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$HL-655-60288		
<b>File No. - N° de dossier</b> hl655.F2578-120400	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>	
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2012-05-29</b>		<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Daylight Saving Time EDT
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>		
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Rochefort, Jean-F		<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> hl655
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (819) 956-6273 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -	
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> DEPARTMENT OF FISHERIES AND OCEANS NGCC PIERRE RADISSON 101 BOUL.CHAMPLAIN DEPOT MANAGER 418-648-3659 QUEBEC Quebec G1K7Y7 Canada		

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

**Vendor/Firm Name and Address**

**Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Fuel & Construction Products Division  
11 Laurier St./11, rue Laurier  
7A2, Place du Portage, Phase III  
Gatineau, Québec K1A 0S5

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

Item Article	Description	Dest. Code Dest.	Inv. Code Fact.	Qty Qté	U. of I. U. de D.	Unit Price/Prix unitaire FOB/FAM <div>DestinationPlant/Usine</div>	Delivery Req. Livraison Req.	Del. Offered Liv. offerte
1	CARBURANT DIESEL CARBURANT DIESEL - TYPE A (P50) • Carburant diesel pour véhicules automobiles de type A (P50), rendement à basse température point de trouble -43 degré celsius, selon les normes de l'ONGC CAN/CGSB-3-517-2007, ou équivalent. • • 120 barils x 205L en métal léger (calibre 18), consignés. • Livraison à la base de la Garde côtière de Québec entre le 11 juin et le 13 juin 2012. Le Diesel sera transporté de CCG Québec via le Pierre Radisson pour un usage à Killiniq (Nunavut). • Payment: Factures à envoyer à: Garde Côtière Canadienne, MTCS 520 rue Exmouth Sarnia, ON N7T 8B1	F3019	F2578	24600	LITRES	\$XXXXXXXXXXXXX	See Herein	
2	BARILS - retour consigné BARILS - retour consigné	F3019	F2578	120	CHACUN	\$XXXXXXXXXXXXX	See Herein	
3	PALLETES - retour consigné PALLETES - retour consigné	F3019	F2578	30	CHACUN	\$XXXXXXXXXXXXX	See Herein	

---

## TABLE DES MATIÈRES

### **PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Besoin
3. Compte rendu

### **PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES**

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Office des normes générales du Canada - normes
3. Présentation des soumissions
4. Améliorations apportées aux besoins pendant la demande de soumissions
5. Demandes de renseignements - en période de soumission
6. Lois applicables

### **PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS**

1. Instructions pour la préparation des soumissions

### **PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

### **PARTIE 5 - ATTESTATIONS**

1. Attestations préalables à l'attribution du contrat

### **PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Besoin
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée du contrat
5. Responsables
6. Paiement
7. Instructions relative à la facturation
8. Assurances
9. Attestations
10. Lois applicables
11. Ordre de priorité des documents
12. Clause du guide des CCUA
13. Livraison, Inspection et acceptation
14. Emballage d'expédition
15. Instruction pour la manutention

---

## PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

### 1. Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

### 2. Besoin

L'entrepreneur doit fournir les produits applicables décrits à "Détails de l'article".

#### 2.1 Ententes sur les revendications territoriales globales

L'Entente sur les revendications territoriales globales (ERTG) suivante s'applique:

Entente sur les revendications territoriales des Inuit du Nunavut (ERTIN) pour livraisons à Killinik, Nunavut où « Livraisons à » s'entend des « biens livrés à, et des services rendus dans ».

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 24 des clauses de l'ERTIN.

#### 2.2 Accords commerciaux

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

### 3. Compte rendu

Après l'attribution du contrat, les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

## PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

### 1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat (<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2012-03-02) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

#### 1.1 Clauses du guide des CCUA

LES MODALITÉS SUIVANTES SONT INCORPORÉES AUX PRÉSENTES

Référence de CCUA	Section	Date
B3000T	Produits équivalents	2006-06-16

### 2. Office des normes générales du Canada - normes

Un exemplaire des normes, dont il est question dans la demande de soumissions, est disponible et peut être acheté auprès du:

Centre des ventes de l'Office des normes générales du Canada  
Place du Portage III, 6B1  
11, rue Laurier  
Gatineau (Québec)  
Téléphone: 819-956-0425 ou 1-800-665-CGSB (Canada seulement)  
Télécopieur: 819-956-5644  
Courriel: [ncr.cgsb-ongc@tpsgc.gc.ca](mailto:ncr.cgsb-ongc@tpsgc.gc.ca)  
Site Web de l'ONGC: <http://www.tpsgc.gc.ca/cgsb/home/index-f.html>

### 3. Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

### 4. Améliorations apportées aux besoins pendant la demande de soumissions

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard **dix (10) jours** avant la date de clôture de la demande de soumissions. Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

### 5. Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins **dix (10)** jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

## **6. Lois applicables**

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en **Ontario**, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

## **7. Livraison**

### **7.1 Point de livraison**

Il est obligatoire de faire la livraison à Québec (QC) pendant les jours consécutifs de la période allant du 13 juin au 15 juin 2012.

---

### **PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS**

#### **1. Instructions pour la préparation des soumissions**

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit:

- Section I: Soumission technique (1 copie papier)  
Section II: Soumission financière (1 copie papier)  
Section III: Attestations (1 copie papier)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, on encourage les soumissionnaires à:

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et/ou contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

#### **Section I: Soumission technique (1 copy papier)**

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

##### **a. Délai de livraison**

Un délai de \_\_\_\_\_ jours ouvrable sera requis.

##### **b. Palettes**

Le transporteur exigera que l'entrepreneur palettise et manutentionne (y compris avec les courroies) le produit en fût, conformément aux directives à "Détails de l'article".

##### **c. Identification des barils**

L'entrepreneur doit s'assurer que le nom du fabricant et le type d'essence sont clairement estampillés ou gravés sur chaque article aux fins d'identification formelle.

**Section II: Soumission financière (1 copie papier)**

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec les "Détails de l'article" et la Base de paiement. Le montant total de la taxe sur les produits et les services (TPS) ou de la taxe sur la vente harmonisée (TVH), la taxe territoriale sur les carburants, et la taxe d'accise fédérale s'il y a lieu, doit être indiqué séparément.

**a. Prix unitaires**

Les prix unitaires fermes doivent être indiqués en dollars canadiens par litre pour le carburant et doivent comporter au plus quatre décimales.

Tous les frais de livraison applicables doivent être inclus dans les prix unitaires.

**b. Fluctuation du taux de change**

Le besoin ne prévoit aucune protection relative à la fluctuation du taux de change. Aucune demande de protection contre la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toute soumission incluant une disposition en ce sens sera déclarée non recevable.

**c. Barils et Palettes**

Les soumissionnaires doivent fournir les informations suivantes:

**(i) Barils Consignés**

Il est impératif que les barils soient nouveaux et consignés.

Les barils consignés seront tarifés à \_\_\_\_\_ \$ la pièce.

La totalité du crédit sera accordée pour chaque baril retourné en bon état par le Canada, franc de port jusqu'à: \_\_\_\_\_.

**(ii) Palettes et manutention**

**a)** Les produits doivent être fournis sur des palettes consignées, \_\_\_\_ barils par palette.

Les palettes consignées seront tarifées à \_\_\_\_\_ \$ la pièce.

**b)** La manutention de chaque palette (y compris avec les courroies) sera tarifée en sus à \_\_\_\_\_ \$ par palette.

**c)** La totalité du crédit sera accordée pour chaque baril retourné en bon état par le Canada, franc de port jusqu'à: \_\_\_\_\_.

**d. Rajustements de prix unitaires**

Les prix unitaires fermes figurant à "Détails de l'article" seront rajustés à la hausse ou à la baisse, tel que détaillé à la Base de paiement.

**e. Paiement des factures par carte de crédit**

Le Canada demande que les soumissionnaires complètent l'une des options suivantes:

( ) les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des factures.

Solicitation No. - N° de l'invitation

F2578-120400/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

hl655

Client Ref. No. - N° de réf. du client

F2578-120400

File No. - N° du dossier

hl655F2578-120400

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

---

Les cartes suivantes sont acceptées:

( ) VISA \_\_\_\_\_

( ) MasterCard \_\_\_\_\_.

OU

( ) les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des factures.

Le soumissionnaire n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit.

L'acceptation du paiement par carte de crédit ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

**Section III: Attestations (1 copie papier)**

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

---

## PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

### 1. Procédures d'évaluation

- (a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers mentionnés ci-bas.
- (b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

#### 1.1 Évaluation technique

Le soumissionnaire doit fournir toutes informations techniques requises dans la demande de soumissions pour permettre une évaluation complète.

##### 1.1.1 Critères d'évaluation - technique

Les facteurs OBLIGATOIRE énumérés ci-après seront pris en considération au moment de l'évaluation de chaque soumission :

- a) Conformité technique;
- b) Exigence de livraison;
- c) Acceptation des autres modalités établies dans la demande de soumission;
- d) Exécution de la demande de soumission.

Le délai de livraison ne sera pas pris en considération lors de l'évaluation.

Les soumissions qui ne satisfont pas aux critères techniques obligatoires seront déclarées non-recevables.

#### 1.2 Évaluation financière

##### 1.2.1 Critères d'évaluation - financière

Les facteurs OBLIGATOIRE énumérés ci-après seront pris en considération au moment de l'évaluation de chaque soumission :

- a) Conformité aux méthodes d'établissement des prix proposées;
- b) Prix (prix ferme, en dollars canadien, DDP rendu droit acquittés destination Incoterms 2000)

Les soumissions qui ne satisfont pas aux critères financiers obligatoires seront déclarées non-recevables.

Le prix global de la soumission sera déterminé par la somme des prix suivants:

1. Prix unitaire du produit x les quantités totales
2. Prix total des barils consignés et des palettes consignés
3. Prix de la manutention des palettes qui comprend également les courroies

### 2. Méthode de sélection

La soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires pour être déclarée recevable. La recommandation pour l'attribution d'un contrat sera en fonction de la soumission recevable la plus basse globalement pour les articles précisées à "Détails de l'article".

**Seulement un contrat sera attribué suite à cette demande de proposition.**

---

## PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Pour qu'un contrat leur soit attribué, les soumissionnaires doivent fournir les attestations exigées. Le Canada déclarera une soumission non recevable si les attestations exigées ne sont pas remplies et fournies tel que demandé.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations fournies par les soumissionnaires durant la période d'évaluation des soumissions (avant l'attribution d'un contrat) et après l'attribution du contrat. L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les soumissionnaires respectent les attestations avant l'attribution d'un contrat. La soumission sera déclarée non recevable si on constate que le soumissionnaire a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires de l'autorité contractante aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

### **Programme de contrats fédéraux - plus de 25 000\$ et moins de 200 000\$**

Les fournisseurs qui sont assujettis au Programme de contrats fédéraux (PCF) et qui ont été déclarés entrepreneurs non admissibles par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC) n'ont plus le droit d'obtenir des contrats du gouvernement fédéral au-delà du seuil prévu par le Règlement sur les marchés de l'État pour les demandes de soumissions. Les fournisseurs peuvent être déclarés entrepreneurs non admissibles soit parce que RHDC a constaté leur non-conformité ou parce qu'ils se sont retirés volontairement du PCF pour une raison autre que la réduction de leur effectif à moins de 100 employés. Toute soumission présentée par un entrepreneur non admissible, y compris une soumission présentée par une coentreprise dont un membre est un entrepreneur non admissible, sera déclarée non recevable.

Le soumissionnaire, ou, si le soumissionnaire est une coentreprise le membre de la coentreprise, atteste comme suit sa situation relativement au PCF :

Le soumissionnaire ou le membre de la coentreprise :

- a) ( ) n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés à temps plein ou à temps partiel permanents et/ou temporaires, ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada;
- b) ( ) n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi, L.C. 1995, ch. 44;
- c) ( ) est assujetti aux exigences du PCF, puisqu'il compte un effectif de 100 employés ou plus à temps plein, ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada, mais n'a pas obtenu de numéro d'attestation de RHDC puisqu'il n'a jamais soumissionné pour des contrats de 200 000 \$ ou plus.
- d) ( ) n'a pas été déclaré entrepreneur non admissible par RHDC et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro : \_\_\_\_\_.

Des renseignements supplémentaires sur le PCF sont offerts sur le site Web de RHDC ( <http://www.rhdcc.gc.ca/fra/travail/egalite/pcf/index.shtml>).  
(A3031T, 2010-08-16)

---

## PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

### 1. Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

### 2. Besoin

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits à "Détails de l'article".

#### 2.1 Norme du produit

Les produits livrés par l'entrepreneur doivent être conformes à la dernière édition de la norme de l'Office des normes générales du Canada (ONGC) indiquée dans la description du produit correspondant à chacun des besoins à les "détails de l'article".

### 3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat (<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

#### 3.1 Conditions générales

2010A (2011-05-16), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

### 4. Durée du contrat

#### 4.1 Date de livraison

Les articles seront livrés entre le **11 et le 13 juin 2012**.

L'entrepreneur doit vérifier et confirmer l'horaire du pont océanique au moins **72 heures d'avance** avec le contact indiqué à l'article 5.7 Instructions du cargo.

#### 4.2 Délai de livraison

Un délai de \_\_\_\_\_ jours de travail sera requis. (*Insérer le nombre de jours tel que précisé par le soumissionnaire dans les Instructions pour la préparation des soumissions, Partie 3, Section I, d.*)

### 5. Responsables

#### 5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Jean-François Rochefort, Chef d'équipe

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Direction générale des approvisionnements

Direction du transport et des produits logistiques, électriques et pétroliers

Division des produits de construction et pétroliers - Division HL

11 rue Laurier

Place du Portage, Phase III, 7A2

Gatineau, Québec K1A0S5

Téléphone: 819-956-6273

Télécopieur: 819-956-5227

Courriel: jean-francois.rochefort@pwgsc-tpsgc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

## 5.2 Chargé de projet

Les chargés de projet seront identifiés à l'attribution du contrat.

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

## 5.3 Représentant de l'entrepreneur

Nom: \_\_\_\_\_

N° de téléphone: \_\_\_\_\_

N° de télécopieur: \_\_\_\_\_

Courriel: \_\_\_\_\_

## 6. Paiement

### 6.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix ferme, tel que précisé à "Détails de l'article" et assujéti à un ajustement selon les fluctuations du prix de référence "Oil Buyer's Guide (OBG)" pour «Diesel Fuel» (ville de Québec, Québec, prix moyen à la rampe de chargement du pétrole canadien sans marque), détaillé ci-après.

La taxe sur les produits et services (ou la taxe de vente harmonisée), la taxe d'accise fédérale et la taxe territoriale sur les carburants en sus des prix unitaires, selon le cas. Les droits de douane doivent être inclus.

#### 6.1.1 Prix unitaires /Taxes

Les prix unitaires figurant à "Détails de l'article" excluent toutes les taxes et tous les prélèvements qui s'appliquent ou pourraient s'appliquer à la vente des produits pétroliers en vertu de toute loi ou de tout règlement fédéral ou provincial ou ordonnance territoriale. Toutefois, lorsque l'offrant doit percevoir en vertu d'une loi ou d'un règlement fédéral ou provincial ou d'une ordonnance territoriale auprès du Canada, au moment de la vente des produits à cette dernière, à moins de dispositions contraires dans le contrat, le Canada remboursera à l'entrepreneur un montant équivalent à toute taxe ou prélèvement, si applicable et justifié par une facture.

## Révision du prix de référence

Dans l'éventualité où:

A) le prix de référence applicable est abandonné, ou

B) que Travaux publics et Services gouvernementaux Canada constate que le prix de référence accuse un écart par rapport à la conjoncture du marché, les parties s'entendront sur un nouveau prix de référence pertinent et comparable. On modifiera alors l'offre à commandes de façon à correspondre au nouveau prix de référence à une date convenue par les deux parties.

### 6.1.2 Méthodologie d'ajustement - OBG

(i) Formule et calcul pour déterminer l'ajustement des prix unitaires fermes pour le:

Le montant servant à effectuer l'ajustement des prix unitaires est égal à la différence entre le prix de référence, ville de Québec, publié dans le volume "OBG" en vigueur à la date "A" du **13 avril, 2012** et le vendredi précédent le chargement du produit à l'origine. Si aucun volume OBG n'est publié à une certaine date indiquée, le volume publié immédiatement avant les dates indiquées s'appliquera.

Aux fins d'établissement de la modification à apporter aux prix unitaires dont il est question, il faut utiliser le prix à la rampe de chargement du pétrole canadien sans marque comme suit:

Produit tel que décrits dans "Détails de l'article"	Produit tel que décrits dans le "OBG"	Endroit
Essence Diesel, Type A (Artic P50)	ULS Diesel No. 1	Prix moyen à Québec

Pour le **13 avril, 2012**, le valeur «A» est **0,9115\$ CAD.**

### 6.2 Barils consignés

Il est impératif que les barils soient nouveaux et consignés.

Les barils consignés seront tarifés à \_\_\_\_\_ \$ la pièce.

La totalité du crédit sera accordée pour chaque baril retourné en bon état par le Canada, franc de port jusqu'à: \_\_\_\_\_.

Il faut identifier les barils consignés, soit en y bosselant la raison sociale, l'emblème, l'écusson ou le cachet de contrôle de la société, soit en fixant une plaque, soit en y peignant des inscriptions au pochoir, soit par tout autre moyen acceptable.

Les fermetures sur les barils expédiés doivent être dotées d'un joint d'étanchéité supplémentaire de marque "Tri-sure" ou "Rieke".

### 6.3 Palettes et manutention

a) Les produits doivent être fournis sur des palettes consignées, \_\_\_\_\_ barils par palette.

Les palettes consignées seront tarifées à \_\_\_\_\_ \$ la pièce.

b) La manutention de chaque palette (y compris avec les courroies) sera tarifée en sus à \_\_\_\_\_ \$ par palette.

c) La totalité du crédit sera accordée pour chaque baril retourné en bon état par le Canada, franc de port jusqu'à: \_\_\_\_\_.

#### **6.4 Taxe Provinciale sur les combustibles**

L'entrepreneur sera responsable de l'EXEMPTION de la taxe provinciale sur les combustibles de la province du Québec, pour permettre la livraison de ce même combustible.

#### **6.5 Paiement des factures par carte de crédit**

La carte de crédit \_\_\_\_\_ est acceptée.

OU

Les cartes de crédit \_\_\_\_\_ et \_\_\_\_\_ sont acceptées.

#### **6.6 Clauses du guide des CUA**

LES MODALITÉS SUIVANTES SONT INCORPORÉES AUX PRÉSENTES

Référence de CUA	Section
H1000C	Paiement unique

**Date**  
2008-05-12

### **7. Instructions relatives à la facturation**

#### **Factures et renseignements connexes**

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales.

De plus, toutes les factures doivent comprendre les renseignements suivants:

- a) numéro de série du contrat;
- b) nom du chargé de projet;
- c) point de livraison (incluant les numéros d'édifices selon le cas);
- d) identification du produit, quantité et prix unitaire par litre;
- e) taxes et/ou prélèvements, selon le cas, et inscrits séparément. Si le fournisseur inclut une taxe et/ou un prélèvement dans le prix unitaire, le montant par litre de chaque taxe ou prélèvement doit être indiqué séparément sur la facture;
- f) Barils, quantité et prix unitaire (si applicable);
- g) l'adresse où le paiement doit être remis.

2. Les factures doivent être distribuées comme suit:

a) L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à "Détails de l'article" pour attestation et paiement.

b) Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

Les factures seront accompagnées de l'original et d'une (1) copie du bon de livraison signé par le destinataire. C'est la responsabilité de l'entrepreneur d'assurer que les renseignements sur les bons de livraison sont lisibles.

Si l'information mentionnée au-dessus est incomplète, la facture ne sera pas payée jusqu'à ce que l'entrepreneur fournisse tous les détails requis.

Le paiement peut être effectué avant la date d'échéance si sur sa facture l'offrant offre un escompte pour paiement anticipé et que cet escompte compense au moins les frais engagés par le gouvernement pour payer la facture plus tôt.

## 8. Assurances

L'entrepreneur est responsable de décider s'il doit s'assurer pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance souscrite ou maintenue par l'entrepreneur est à sa charge ainsi que pour son bénéfice et sa protection. Elle ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

## 9. Attestations

Le respect des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

## 10. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur \_\_\_\_\_ (l'autorité contractante doit inscrire le nom de la province ou du territoire précisé par le soumissionnaire dans sa soumission, s'il y a lieu), et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

## 11. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre les textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales 2010A (2011-05-16) - biens (complexité moyenne);
- c) la soumission de l'entrepreneur en date du \_\_\_\_\_ (inscrire la date de la soumission).

## 12. Clauses du guide des CCUA

LES MODALITÉS SUIVANTES SONT INCORPORÉES AUX PRÉSENTES

Référence de CCUA	Section	Date
D2000C	Marquage	2007-11-30
D2001C	Étiquetage	2007-11-30
D2025C	Matériaux d'emballage en bois	2008-12-12
G1005C	Assurances	2008-05-12
D3015C	Marchandises dangereuses/produits dangereux	2007-11-30
B1505C	Transport des matières dangereuses	2006-06-16

**13. Livraison, Inspection et acceptation**

Le responsable technique sera le responsable des inspections. Tous les rapports, biens livrables, documents, biens et services fournis en vertu du contrat seront assujettis à l'inspection du responsable des inspections ou de son représentant. Si des rapports, documents, biens ou services ne sont pas conformes aux exigences de l'énoncé des travaux et ne sont pas satisfaisants selon le responsable des inspections, ce dernier aura le droit de les rejeter ou d'en demander la correction, aux frais de l'entrepreneur uniquement, avant de recommander le paiement.

**13.1 Identification des barils**

L'entrepreneur doit s'assurer que le nom du fabricant et le type d'essence sont clairement estampillés ou gravés sur chaque article aux fins d'identification formelle.

**13.2 Poids**

L'entrepreneur est responsable d'indiquer le poids total exact de chaque baril.

**13.3 Camion à plate-forme**

Un camion à plate-forme ouvert est requis par l'entrepreneur pour la livraison des produits en baril.

**13.4 Vérification à la livraison**

Des copies de tous billets de vente/reçu de quais émis lors de la livraison devront accompagner les factures.

**13.5 Inspection et acceptation**

Les biens livrés doivent être soumis à l'inspection et l'acceptation par le destinataire au point de destination.

**13.6 Instructions du cargo****Pour l'article 1:**

Les instructions du cargo, le nom et le numéro de téléphone de l'agent de livraison seront fournis par: Jean-Sébastien Lehouillier, Pêches et Océans Canada, Garde Côtière Canadienne, Base de Québec, CCGS Pierre Radisson, Tel: 418-648-3659

Le fournisseur doit contacter l'agent de livraison 72 heures avant la livraison.

**14. Emballage d'expédition**

Les articles doivent être emballés de façon à ce que les tarifs ou frais de transport les plus avantageux puissent s'appliquer selon le mode de transport choisi ou autorisé.

**15. Instructions d'expédition - livraison à destination**

1. Les biens doivent être expédiés au point de destination précisé dans le contrat et livrés : rendu droits acquittés (DDP) à Québec, Base de la Garde Côtière Canadienne, selon les Incoterms 2000 pour les expéditions en provenance d'un entrepreneur commercial.
2. L'entrepreneur est responsable de l'ensemble des frais de livraison et d'administration, de tous les coûts et risques liés au transport, ainsi que du dédouanement et des droits de douane.